

## Direction de la Citoyenneté Bureau du Contentieux Interministériel et des Titres Pôle Contentieux Interministériel

ARRÊTÉ n° 2024-09 – BCIT du 16 avril 2024
portant habilitation dans le domaine funéraire
de la SASU « POMPES FUNEBRES LAVALLET »
sise 26 rue Pasteur – 28700 AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN

## Le Préfet d'Eure-et-Loir, Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2223-19 à L. 2223-46, R. 2223-56 à R. 2223-72 et D. 2223-34 à D. 2223-39 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Hervé JONATHAN en qualité de préfet d'Eure-et-Loir ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 76-2023 du 08 décembre 2023 portant délégation de signature au profit de M. Nicolas THIBAULT, Directeur de la Citoyenneté;

**VU** la demande d'habilitation formulée par M. Daniel BONVALLET, président de la SASU « POMPES FUNEBRES LAVALLET » sise 26 rue Pasteur – 28700 AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN, reçue le 22 mars 2024 réputée complète le 16 avril 2024 ;

**CONSIDÉRANT** la conformité du dossier présenté ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1**er : La SASU « POMPES FUNEBRES LAVALLET » sise 26 rue Pasteur – 28700 AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- 1 Transport de corps avant et après mise en bière (véhicule immatriculé GH 931 CQ);
- 2 Organisation des obsèques ;
- 3 Soins de conservation en sous-traitance;
- 4 Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires ;
- 7 Fourniture des corbillards et des voitures de deuil (véhicule immatriculé GH 931 CQ);
- 8 Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 : Le numéro de l'habilitation est 24-28-0088 ;

Article 3: La présente habilitation est accordée pour une durée de 5 ans à compter du 16 avril 2024 ;



**Article 4** : L'établissement est habilité à sous-traiter l'activité soins de conservation auprès du sous-traitant suivant et sous réserve de la validité de l'habilitation dudit sous-traitant :

- El Guillaume THANATOPRAXIE sise 15 rue Gambetta 28110 LUCÉ, nº d'habilitation 23-28-0083;

**Article 5**: Tout changement intervenant dans les éléments constitutifs de la demande d'habilitation fixés à l'article R 2223-57 du Code Général des Collectivités Territoriales doit être déclaré <u>dans les deux mois</u> à l'autorité ayant délivré l'habilitation.

Article 6 : La demande de renouvellement devra parvenir à la préfecture d'Eure-Loir <u>deux mois avant</u> <u>l'expiration de l'habilitation détenue</u>.

Article 7: L'habilitation peut être suspendue pour une durée maximale d'un an ou retirée, après mise en demeure, pour les motifs suivants :

- non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance ;
- non-respect du règlement national des pompes funèbres
- non exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée
- atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique

Article 8 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'être contestée dans le cadre :

- d'un recours gracieux devant mes services ;
- d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08 ;

Dans les deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- d'un recours contentieux auprès de Monsieur le Président du Tribunal administratif d'Orléans, 28, rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS. Le tribunal administratif peut également être saisi par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site internet https://www.telerecours.fr.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation, Le Directeur de la Citoyenneté

**Nicolas THIBAULT**